

## AKTUELL

## EXPULSIONS

# Retour vers le néant

David Wagner

**En été, il n'y a pas que les vagues azures et blanches des côtes méditerranéennes. Il y a aussi celles des expulsions des demandeurs d'asile.**

L'Europe, c'est fantastique. A condition d'être citoyen européen. Et encore, mieux vaut ne pas se trouver au bas de l'échelle. Comme le rapporte le Luxemburger Wort du 23 juillet, Nicolas Schmit, le ministre délégué à l'immigration (LSAP), constate que tous les Etats membres de l'Union européenne procèdent à des refoulements de demandeurs d'asile, et que dans ce domaine, « le Luxembourg ne peut pas se distinguer fondamentalement des autres pays ». La messe est dite.

Ainsi, les autorités nationales ont procédé, mardi dernier, à une première expulsion d'une femme et de son fils de quatre ans vers la charmante république fédérale du Nigéria. En effet, un accord, un « gentlemen's agreement » (c'est ainsi que les diplomates grand-ducaux qualifient l'accord avec les criminels qui dirigent le Nigéria), prévoit une collaboration entre les deux pays en matière d'immigration.

Alors que les journées ensoleillées d'été devraient remonter le moral, pour bon nombre de personnes déboutées, la période estivale est synonyme d'angoisse. La semaine précédente déjà, le Tageblatt rapportait l'histoire d'une jeune écolière de douze ans, Edvina Sabotic, kosovare de nationalité serbe, inscrite dans une classe du modulaire et dont la famille vient de se faire convoquer pour un retour « volontaire ». En fait, il s'agit du chantage qu'exerce le gouvernement sur les débouté-e-s, consistant à proposer aux candidat-e-s qui collaborent une certaine somme d'argent en échange de leur retour, sinon l'expulsion se fait manu militari.

Au moins, la petite Edvina peut-elle compter sur la solidarité de son enseignante Andrée Cloos-Conter, ainsi que sur celle de ses camarades de classe. Son cas est en effet un cran plus sensible, dans le sens où la famille appartient à une minorité ethnique de l'ancienne province yougoslave. Ce cas est en contradiction avec la déclaration de Schmit dans le Wort selon laquelle le gouvernement ne rapatrierait pas de minorité nationale. Seules les personnes qui n'encourent aucun danger seraient concernées.

Le problème, c'est que les autorités officielles ont d'autres critères que les concerné-e-s lorsqu'il s'agit de juger de la sécurité d'un Etat. Car si le Kosovo est considéré comme « pays sûr », les tensions interethniques existent encore et le jeune Etat est économiquement délabré. Bashkim Hazizaj, le secrétaire général de l'Association des Albanais du Luxembourg affirme que les refoulés vers le Kosovo « ne retrouvent rien là-bas ». Bien que l'association réunisse les Albanais d'Albanie, Hazizaj va régulièrement au Kosovo pour se rendre compte de la situation sur place.

« La somme d'argent que reçoivent ceux qui acceptent les retours volontaires n'arrange en rien leur situation. Ils sont déracinés, ils ne trouvent pas de travail, leurs enfants ne connaissent souvent pas la région », explique-t-il. Très vite, des « moyens illégaux » seraient la seule manière de s'assurer une certaine existence. Hazizaj tente d'illustrer les tensions interethniques par l'exemple suivant : « Si quelqu'un va couper du bois chez le voisin et que ce dernier appartient à un autre groupe ethnique, alors il risque de déclencher de nouvelles tensions communautaires ».

Si les dates des prochaines vagues d'expulsions cet été sont encore inconnues, diverses sources indiquent qu'environ 200 personnes ont reçu une invitation à quitter le territoire et perdu ainsi tout espoir d'une vie meilleure. Par ailleurs, l'Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg ainsi que les Jonk Gréng et les Jonk Lénk appellent à participer à un « piquet de protestation contre les expulsions vers le Kosovo » ce lundi, 28 juillet à treize heures sur la Place Clairfontaine à Luxembourg-Ville. Comme quoi, même en vacances la jeunesse sait se montrer solidaire.

## SHORT NEWS

## Mittal-Gaz ?

La fusion entre Cegedel, Soteg et Saar-Ferngas ne semble faire que des heureux. Du moins, c'est ce que prétendent les principaux concernés et ces derniers ne disent pas vraiment leur nom. S'il est vrai que la plus grande part des actions reste entre les mains de l'Etat luxembourgeois (28 pour cent), exactement un quart des actions appartiendra à Arcelor-Mittal. Ainsi, le géant de l'acier pourra se conforter d'avoir le contrôle sur ses ressources en gaz nécessaires et en plus il pourra interférer sur la politique des prix du futur consortium gazier. En d'autres mots : il renforce son assise sur le marché européen et en plus, il peut dormir tranquillement. Quant aux consommateurs, ils n'auront qu'à bien se tenir. Car même si la création de cette super-entreprise devrait apporter plus de stabilité sur le marché du gaz, les prix à payer ne devraient pas changer pour autant, comme l'a rappelé le ministre de l'économie Jeannot Krecké, qui - rappelons-le - en tant que socialiste se doit bien de défendre les intérêts du patronat.

## (K)ein Kompensationsfonds für Tramgeschädigte?

In seiner Antwort an seinen Parteikollegen (und CSV-Oppositionsführer in der Hauptstadt) Laurent Mosar legt sich Innenminister Jean-Marie Halsdorf nicht eindeutig fest, ob er dem vom DP-Déi Gréng-Schöffennrat angeblich vorgeschlagenen Kompensationsfonds für tramgeschädigte Geschäftsleute zustimmen will. Weil beim mehrjährigen Bau der Tramtrasse durch die Oberstadt und das Bahnhofsviertel mit Umsatzeinbußen zu rechnen ist, hatte der hauptstädtische Geschäftsverband Entschädigungen angemahnt. Mosar wollte wissen, ob ein solcher Fonds nicht generell, für jede Form von Geschäftsbehinderung gelten müsse und sich nicht auf den Bau einer Trambahn reduzieren sollte. Noch liege kein konkreter Beschluss der Gemeinde vor, und es sei nicht üblich, dass Regierungsmitglieder Hypothesen von Abgeordneten über angebliche Vorhaben eines Schöffennrates kommentieren - so die etwas schroffe Antwort des Ministers. Dennoch setzt Halsdorf den Bremshebel schon jetzt an: Nach geltendem Recht könnten Entschädigungen nur gewährt werden, wenn ein tatsächlicher Schadensfall eintritt. Demnach müsste von Fall zu Fall und vor allem im Nachhinein entschieden werden. Einer Regelung, wonach Zahlungen im Voraus und global aufgrund eines nur vermuteten Umsatzrückgangs geleistet würden, will Halsdorf nicht zustimmen. Damit dürfte für die betroffenen Geschäftsleute schon jetzt klar sein, dass sie sich mit den nötigen finanziellen Rücklagen versehen sollten, denn nach einer schnellen Schadensabwicklung sieht es demnach nicht aus.

## Nouveau Forum

L'édition de juillet du mensuel Forum vient de paraître. Certes, le dossier principal qui a pour sujet les communes, n'est à première vue pas des plus sexy. Certains articles valent pourtant la peine d'être lus, notamment l'interview avec Rob Roemen, ancien rédacteur en chef du quotidien libéral « Journal » et actuellement bourgmestre de la commune de Leudelange. Direct et franc, il y relate les difficultés à gérer une petite entité locale. Tandis que le spécialiste préféré du Mouvement écologique, Dieter Ewringmann, disserte sur les modes alternatifs de financement des communes, le président de la Umweltberodung, Guy Urbany, plaide pour plus de participation citoyenne. Mais ce numéro contient d'autres contributions intéressantes, tel le commentaire de l'historien Michel Pauly au sujet du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne : il y dénonce le refus des gouvernements de prendre en compte les véritables raisons du non populaire. Enfin, celles et ceux qui n'ont pas pu participer au 25e anniversaire des Verts, pourront relire le discours prononcé à cette occasion par Robert Garcia. Finalement, l'historien Vincent Artuso (également free-lance au woxx) commente un ouvrage sur la collaboration au Luxembourg sous l'occupation nazie.